



Cambodge: le mouvement syndicat international réclame justice pour les travailleurs

Geplaatst op vrijdag 10 januari 2014 |

SHARE

La CSI et les Fédérations syndicales internationales, IndustriALL et UNI Global Union, se sont dites horrifiées par la violence de la réaction des forces de sécurité et de membres de milices privées soutenues par le gouvernement aux grèves menées par des travailleuses et des travailleurs de l'habillement. Les travailleurs manifestaient pacifiquement pour exiger une augmentation du salaire minimum. Vendredi, au moins quatre personnes ont été tuées et 39 autres blessées lors d'affrontements avec les forces de sécurité.

Des syndicalistes et des défenseurs des droits au travail ont été la cible d'attaques alors que les travailleuses et les travailleurs réclamaient que le salaire minimum soit plus élevé que l'offre faite par le gouvernement de le fixer à 100 dollars par mois, ce qui est parfaitement insuffisant pour faire face à la hausse du coût de la vie. Plus de 23 personnes ont été arrêtées et on n'a aucune idée de leur sort; du reste, plusieurs dirigeants syndicaux ont reçu des convocations.

"Le gouvernement cambodgien doit revenir à la table des négociations et convenir d'un salaire équitable pour les travailleuses et les travailleurs de l'habillement. Il faut aussi mettre un terme à la répression dictatoriale de mouvements de grève légitimes. Les autorités doivent immédiatement relâcher les personnes arrêtées et veiller à ce que les coupables des meurtres et des violences soient traduits en justice", a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

Jyrki Raina, secrétaire général d'IndustriALL, a estimé que *"le droit de faire grève pour réclamer un salaire minimum plus élevé est fermement protégé par le droit international de bénéficier de la liberté syndicale, telle que garantie dans la Convention n° 87 de l'OIT que le Cambodge a ratifiée en 1999. Les menaces, les arrestations et l'assassinat de syndicalistes alors qu'ils exerçaient ce droit sont une infraction extrêmement grave et doivent être condamnés. Les fabricants de vêtements doivent cesser d'encourager le recours à la violence."*

Philip Jennings, secrétaire général d'UNI Global Union, a pour sa part déclaré: *"Au Bangladesh, nous avons vu comment le nivellement par le bas dans l'industrie de l'habillement avait mené à la mort et à la destruction. Les travailleuses et les travailleurs du textile au Cambodge sont eux aussi en danger. Cette vague de protestations à laquelle nous assistons aujourd'hui est une réaction légitime de ces travailleurs qui méritent un salaire équitable et des conditions décentes; en aucun cas, ils ne doivent être réduits au silence par la violence. Il incombe aux marques mondiales qui sont liées avec ces usines cambodgiennes d'améliorer la situation. L'Accord mondial sur la sécurité incendie et dans les bâtiments au Bangladesh est la preuve qu'un changement radical est possible."*

Les syndicats cambodgiens cherchent à obtenir un salaire mensuel minimum de 160 dollars US. Les propriétaires des usines ont répondu en offrant des primes aux salariés qui ne font pas grève et par des ajustements salariaux bien en deçà du minimum nécessaire pour joindre les deux bouts. Les employeurs du secteur de l'habillement, une industrie d'exportation dont le chiffre d'affaires annuel s'élève à 5 milliards de dollars US et qui a accru sa production de plus de 20 % l'année dernière, ont résisté à toutes tentatives d'améliorer et d'appliquer les législations du travail, et se sont opposés à ce que les noms des sociétés qui enfreignent les lois soient rendus publics. En effet, l'Association des fabricants de vêtements du Cambodge (Garment Manufacturers' Association of Cambodia, GMAC) a joué un rôle insidieux en menaçant de déplacer la production si le mécontentement de la main-d'œuvre n'était pas étouffé et a

même récemment loué le recours meurtrier à la force du gouvernement contre les manifestants.

Pour lire la lettre que la CSI a envoyée au premier ministre Hun Sen: <http://www.ituc-csi.org/cambodia-respect-workers-rights>

CSI - 7 janvier 2014

La CSI représente 176 millions de travailleuses et de travailleurs au travers de 325 organisations nationales affiliées dans 161 pays et territoires.

Retrouvez-nous sur le web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI>